



# Programme #PACTO

**Programme d'Appui aux  
Collectivités Territoriales Ouvertes  
2020-2021**

## PRESENTATION

# Programme #PACTO

Le programme d'appui aux collectivités territoriales ouvertes (#PACTO) est un programme de Impact pour le Développement (ci-après IFD) en partenariat avec le Centre d'Excellence Pour le Développement (ci-après CoE), qui vise à **promouvoir les principes du gouvernement ouvert au niveau territorial.**

Ce programme s'inscrit dans l'orientation nationale de la promotion de la **transparence, l'intégrité et la participation citoyenne**, où s'inscrit plusieurs projets touchant de près ou de loin à ces problématiques.

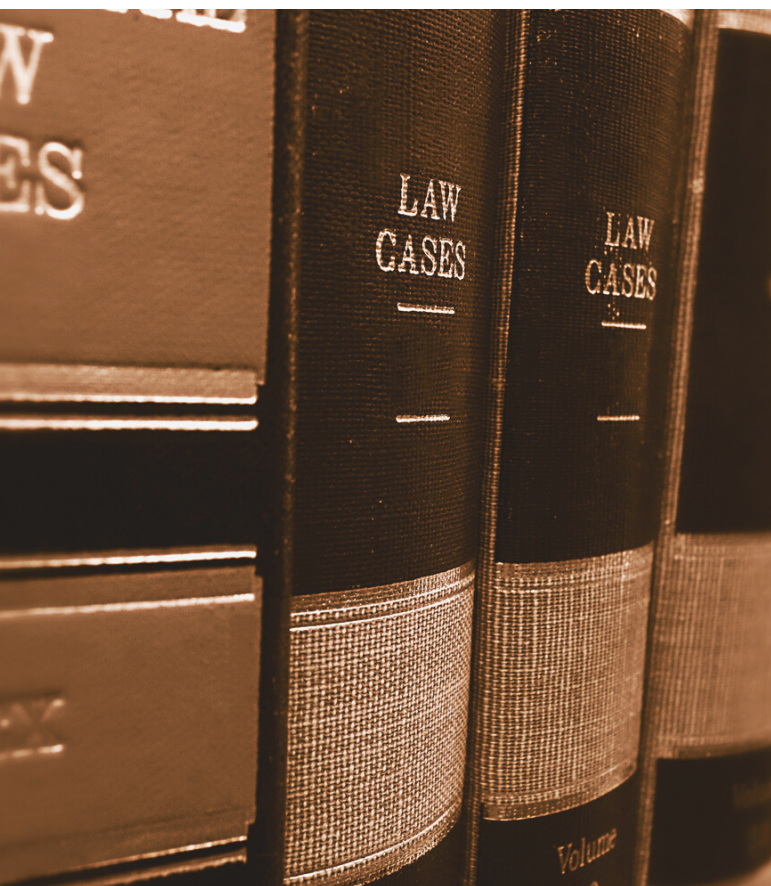
Les collectivités territoriales adhérentes bénéficient de l'accompagnement d'Impact Pour le Développement IFD afin d'élaborer une feuille de route pour la mise en place d'un plan d'action de la collectivité ouverte.

## PROGRAMME D'APPUI AUX COLLECTIVITÉS LOCALES OUVERTES

### Nos objectifs:

- Appuyer les associations qui s'engagent dans le chantier de l'ouverture.
- Développer les partenariats d'assistance technique avec les collectivités territoriales œuvrant dans les axes d'interventions du gouvernement ouvert (transparence, accès à l'information, numérisation, redevabilité..)
- Accompagner les collectivités territoriales à développer leur plan d'action de l'ouverture, en veillant au respect des standards internationaux.
- Mobiliser les acteurs dans des thématiques prioritaires tels que le budget participatif et l'innovation publique.
- Communiquer sur les bonnes pratiques, et la création d'espaces d'échange et de capitalisation systématiques des acquis.





## REFERENCIEL DU PROGRAMME

- Le programme PACTO prend source dans de nombreux textes de lois, et s'inscrit dans les grandes lignes des stratégie et vision du royaume. notamment, la constitution dans ses articles:  
**1,12,13,14,15,25,27,28,29,36,154,155,156**

1

### les orientations royales

Message de SM le Roi aux participants au Forum National de la Haute Fonction Publique (27/02/2018)  
Discours de SM le Roi à l'occasion du 18e anniversaire de l'accession de Sa au trône (29/07/2017)  
Discours de SM le Roi à l'ouverture de la première session de la première année législative de la dixième législature (14/10/2016)

2

### les textes de loi réglementaire

- Loi organique n° 44.14 fixant les conditions et modalités d'exercice du droit de présenter des pétitions aux pouvoirs publics.
- Loi organique n° 64.14 fixant les conditions et modalités d'exercice du droit de présenter des motions en matière législatif.
- Loi n° 31.13 sur le droit d'accès à l'information
- Articles relatifs aux mécanismes de participation au dialogue et à la concertation contenus dans les lois n° 14-111, 14-112, 14-113

3

### Le plan national 21/23 du gouvernement ouvert

L'engagement #21: renforcement de l'accès à la formation et de la participation citoyenne au niveau des collectivités territoriales.

L'engagement #22: développement développement et partage d'une boîte d'outils pour renforcer la communication et la participation citoyenne au niveau des collectivités territoriales.

4

### Le nouveau model de développement

- Consolider et élargir le cadre de la démocratie participative
- Renforcer l'autonomie de la société civile pour en faire un partenaire majeur du changement
- L'accès aux données publiques est un levier incontournable pour enregistrer des progrès sur les sujets qui sont au cœur de la vision de développement du Royaume

5

### la circulaire du ministère de l'intérieur du 04 octobre 2021.

- Sur la consolidation des valeurs de démocratie participative et de participation citoyenne dans les collectivités territoriales

## IMPACT POUR LE DEVELOPPEMENT (IFD)



Impact pour le Développement a construit sa stratégie autour d'un objectif précis, qui consiste à développer des mécanismes appropriés et à les utiliser pour mener à bien son travail dans le cadre de la société civile. En ce sens, le travail d' Impact pour le Développement vise à:

- Réaliser un travail de terrain aux niveaux local, national et régional.
- La promotion de la culture de l'innovation et l'adoption de méthodes scientifiques et de nouvelles technologies. Impact utilise ces dernières comme un mécanisme permettant de consolider les actions de la société civile et en faire un partenaire dans la création de solutions efficaces.
- Exhorter les institutions officielles à être plus ouvertes et transparentes concernant les différentes actions, projets et travaux liés au développement.
- Réaliser des études et des recherches pour collecter des données à des fins de suivi, de planification et de constituer des bases scientifiques pour la prise de décision.
- Adopter une approche agile pour le suivi et le soutien afin de réagir aux éventuelles évolutions et aux changements.

**Notre principe est de "Combiner les pouvoirs de l'intelligence collective et de la méthode scientifique pour participer à des solutions épistémiques afin d'accélérer le développement."**





"est un centre d'excellence qui oeuvre dans la dissémination des bonnes pratiques et d'outils afin de développer des passerelles entre administrations publique et société civile"

## CENTRE D'EXCELLENCE POUR LE DÉVELOPPEMENT (COE)

### Continental

Le CoE a accompagné le gouvernement Marocain à mettre en place le réseau Africain du gouvernement ouvert «**Africa GO**».

Ce réseau est le fruit d'une volonté commune **de promouvoir la coopération Sud-Sud** entre les pays africains engagés dans **le processus de l'ouverture** et d'en faire un modèle de coopération dynamique en vue de :

- Mettre en évidence l'élan croissant autour du gouvernement ouvert en Afrique
- Réfléchir ensemble sur les moyens pour capitaliser sur les initiatives et les outils du gouvernement ouvert pour relever les défis auxquels l'Afrique est confrontée
- Consolider les liens de partenariat et renforcer la mise en commun et le partage mutuel

<http://africagovright.tech>



### National

Dans le cadre d'une vision commune pour promouvoir les méthodes de recherche et d'action dans le domaine du Gouvernement Ouvert, une convention de partenariat entre **le Département de la Réforme de l'Administration (DRA) et le Centre d'Excellence Pour le Développement (CoE)** a été signée, le 01/09/2021.

Par ce partenariat, la DRA, point focal national du partenariat du gouvernement ouvert (OGP) et membre du comité directeur de ce partenariat, saisit l'opportunité **de développer des passerelles entre "Administration publique" et "Acteurs de terrain et de recherche" en capitalisant sur l'expertise du Centre d'Excellence Pour le Développement (CoE)** et son écosystème dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques, des programmes et des projets en relation avec le chantier du Gouvernement ouvert.

### Territorial

le 18 février 2022

Marque la Signature d'un protocole de coopération pour **l'implémentation territoriale du chantier du « Gouvernement Ouvert »**

Cet accord a été signé par le ministère de la Transition numérique et de la réforme de l'administration, la Wilaya de la Région de Béni Mellal-Khénifra, le Conseil de la Région de Béni Mellal-Khénifra, le National Democratic Institute au Maroc, et le Center of Excellence For Development.

Il vise à soutenir et à accompagner la Région de Béni Mellal-Khénifra dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques, des programmes et des projets en relation avec le chantier du Gouvernement Ouvert.

# Nos projets

Le chantier de l'ouverture étant large et transversal, nos projets touchent à des problématiques diverses mais qui convergent vers les quatre principes du gouvernement ouvert, à savoir, transparence, accès à l'information, redevabilité et digitalisation.



**Accompagnement de la Région Beni Mellal-Khenifra en matière du Gouvernement Ouvert 2020-en cours;** dans un partenariat quadriparti. Un protocole de coopération pour l'implémentation territoriale du chantier du « Gouvernement Ouvert » au niveau de la région Beni Mellal-Khéifra, a été signé, vendredi à Beni Mellal. Cet accord a été signé par le ministère de la Transition numérique et de la réforme de l'administration, la Wilaya de la Région de Beni Mellal-Khénifra, le Conseil de la Région de Beni Mellal-Khénifra, le National Democratic Institute au Maroc, et le Center of Excellence For Development.

**Idarathon:** est le premier un programme intégré visant à adopter les techniques de l'intelligence collective dans la résolution des problèmes de l'administration public, organisé par l'agence de développement belge ENABEL, le département de la réforme de l'administration public, l'ADD et avec l'assistance technique d'Impact, ses l'objectifs sont tel:

- Accélérer la transformation numérique en stimulant la créativité et l'innovation au sein l'Administration publique
- Appliquer le processus du Design Thinking à des défis en relation avec la modernisation de l'Administration publique

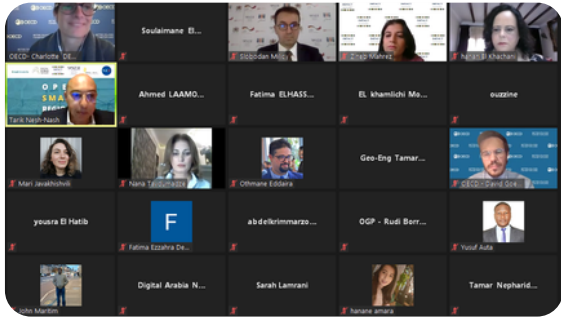


**Mobadarat.ma:** En mars 2020, une semaine après la déclaration de verrouillage au Maroc, l'IFD a construit une plateforme en ligne d'innovation ouverte pour libérer le pouvoir de l'intelligence collective de la communauté et traiter de manière appropriée les effets du COVID-19 au Maroc. Étant donné l'importance de la recherche appliquée dans ce contexte, la plateforme a été lancée en partenariat avec deux universités de premier plan : l'École d'intelligence collective de l'Université Mohammed VI Polytechnique et l'Université Al Akhawayn.

**L'accès à l'éducation des enfants nomades:** l'association les Amis de Figuig, en partenariat avec l'association Impact pour Développement, ont organisé des visites de terrain dans la commune " Abbou Lakhhal ", dans la province de Figuig. Ces visites de terrain avaient pour but d'étudier les obstacles à l'accès des enfants à l'éducation et ont permis à un groupe d'enfants, d'accéder à l'école de "Al-Dafiliya".



# Nos projets... (la suite)



**Open Smart Regions : Convergence for Openness** : Impact a organisé en novembre 2020, en partenariat avec plusieurs organismes internationaux un Forum sous le thème "Open Smart Regions : Convergence for Openness". il s'agit là du premier lieux d'échange entre le Gouvernement, le Parlement et les Collectivités territoriales sur le sujet du Gouvernement Ouvert. son objectif est de créer un espace où différentes expériences peuvent être partagées et où les possibilités de créer des synergies et de renforcer la coopération peuvent être explorées.

## OPENDEV LIBRARY:

Impact pour le Développement a mis en ligne une plateforme qui permet d'explorer les expériences internationales liées au gouvernement ouvert et aux villes intelligentes. Se basant sur les fondements de l'"État ouvert", où toutes les parties prenantes adoptent les principes de transparence, de responsabilité et de participation, Impact a pu collecter, étudier et rendre public et accessible 4605 étude de cas, de 67 thèmes différents appartenant à 79 pays.

<http://devlibrary.org/>



**Open Smart Cities** : sous le slogan "Pour des communautés Ouvertes et Intelligentes" en partenariat avec le MEPI et le ICNL, le premier projet au Maroc a mettre en reliefs les questions de l'ouverture et de l'intelligence été lancé dans 3 communes pilotes du Maroc (Tanger , Sefrou et Tantan), une série de rencontres, de tables rondes et de conférences ont été organisé avec les différentes partie prenantes de ces communes ( institutions et sociétés civiles). Acteurs actifs dans le chantier de la ville intelligente, durables et de la participation citoyenne. à l'issue de ce projet plus de 100 associations et 10 conseillers communaux se sont concerté afin de déposer les premières pétitions communales.





Le partenariat pour un gouvernement ouvert (Open Government Partnership - OGP) est une initiative multilatérale annoncée le 20 septembre 2011 lors de la séance d'ouverture annuelle de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York par huit pays: le Brésil, l'Indonésie, le Mexique, la Norvège, les Philippines, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique.

Cette initiative vise principalement à obtenir des gouvernements, des engagements concrets en faveur de **la démocratie participative** en mettant le citoyen au cœur de la gestion de la chose publique par la promotion de la transparence, de l'autonomisation des citoyens, de la lutte contre la corruption et de l'exploitation des nouvelles technologies pour renforcer la bonne gouvernance.

Le partenariat est supervisé par un comité de pilotage composé de hauts représentants des pays membres (rang de ministre) et de représentants d'organisations internationales de la société civile. A ce titre, Le Royaume du Maroc a œuvré pour remplir les critères d'éligibilité à ce partenariat à travers le lancement et la réalisation de plusieurs chantiers dans les domaines relevant des critères d'éligibilité à ce partenariat

## LE PARTENARIAT POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT (OGP)

notamment ceux se rapportant à la **transparence budgétaire, à l'accès à l'information, à l'intégrité et la lutte contre la corruption et à la participation citoyenne**. Ces réalisations ont été couronnées par la publication de **loi n° 31.13 relative au droit d'accès à l'information**, le 12 mars 2018 au Bulletin Officiel (BO). Ainsi le 26 Avril 2018, le Maroc devient officiellement le 76ème pays membre de l'OGP.

Après cette annonce, **le ministère de la réforme de l'administration et de la fonction publique (MRAFP)**, en collaboration avec ses partenaires publics et de la société civile, a finalisé et publié le plan d'action national en matière de gouvernement ouvert pour la période 2018-2020. Ce plan comprend 18 engagements en matière d'accès à l'information, de transparence budgétaire, de participation citoyenne, de lutte contre la corruption, de communication et de sensibilisation.

Pour plus d'informations, veuillez consulter la plateforme de suivi des engagements du Maroc en matière de Gouvernement Ouvert sur le lien : **[www.gouvernement-ouvert.ma](http://www.gouvernement-ouvert.ma)**

credit: <https://www.mmsp.gov.ma/fr>



# LE MAROC AU GOUVERNEMENT OUVERT



**Décembre 2021:** Lancement de l'espace numérique dédié à la société civile.

**Juillet 2021:** Adoption et publication du deuxième plan d'action national pour la période 2021-2023

**Décembre 2020 :** Publication du rapport d'auto-évaluation pour le premier plan d'action national.

**Août 2019:** L'adhésion de la chambre des représentants dans l'initiative.

**Avril 2018:** Adhésion du Maroc dans Le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert

**Août 2021:** Le Maroc élu membre du Comité Directeur du Partenariat pour le gouvernement ouvert

**Octobre 2020 - juin 2021 :** Co-crédation du deuxième plan d'action national.

**Octobre 2020 :** L'adhésion du Conseil Régional Tanger-Tétouan-Al Hoceima dans le Partenariat.

**Septembre 2018:** Adoption et diffusion du Plan d'action national pour la période 2018-2020.

**2018:** Création d'un comité national pour un gouvernement ouvert.

## LE POTENTIEL DU GOUVERNEMENT OUVERT LOCAL

- **Construire des services publics axés sur le citoyen, y compris l'accès à la justice**



**POURQUOI LOCAL ?** Ce sont les gouvernements locaux qui sont le plus **près de leurs citoyens**, ce qui se traduit par des réformes de gouvernement ouvert innovantes et ambitieuses. Qu'il s'agisse d'un État, d'une préfecture ou d'une municipalité, le gouvernement local est chargé de fournir les services publics essentiels. C'est pourquoi le OGP local a été lancé en **2016**, établissant des partenariats entre **les gouvernements locaux et les organisations de la société civile dans le but de rendre les gouvernements plus ouverts, inclusifs, participatifs et responsables envers leurs citoyens.**

L'analyse du Mécanisme d'évaluation indépendant (MEI) a révélé que les engagements locaux sont, en moyenne, beaucoup plus susceptibles d'être ambitieux et d'obtenir des résultats préliminaires plus solides que les engagements pris par les gouvernements nationaux. Les principaux domaines politiques sont **l'élaboration de politiques participatives, la budgétisation participative et le suivi des infrastructures.** Le processus du PGO offre un espace unique d'exploration des solutions locales aux défis mondiaux. Par exemple, de nombreux membres du PGO local utilisent leurs plans d'action pour localiser, faire progresser et mettre en œuvre des efforts mondiaux tels que **les objectifs de développement durable** des Nations Unies.

1. **Reconnaissance internationale**
2. **Attirer des fonds internationaux**
3. **Construire des partenariats solides et bénéficier d'expériences et d'expertises internationales**
4. **Assurer la convergence des programmes aux niveaux national et régional**



## LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LE GOUVERNEMENT OUVERT LOCAL

- Contribuer au contenu du plan d'action
- Soutenir la mise en œuvre des engagements

**Les organisations de la société civile (OSC) constituent une partie prenante clé du processus du gouvernement aux niveaux local.**

Les organisations de la société civile (OSC) constituent une partie prenante clé du processus du PGO aux niveaux national et local. Leur contribution en matière d'expertise technique, de ressources humaines et de capacité de rassemblement agit à titre de garantie du respect du principe de co-création et de participation du PGO. En plus des organisations de la société civile, le PGO local cherche à élargir l'engagement d'autres parties prenantes non gouvernementales pour capitaliser sur la proximité des gouvernements locaux avec les citoyens et d'autres groupes non gouvernementaux.

Voici des exemples de parties prenantes non gouvernementales : les organisations / groupes communautaires, les conseils / groupes de citoyens, les mouvements sociaux dirigés par des citoyens, les chambres de commerce locales, les universités, les conseils des médias, les conseils / groupes de jeunes, etc.

- Participer à l'élaboration du Plan d'action;
- Évaluer le respect des engagements du Plan;
- Impliquer d'autres acteurs dans les activités du gouvernement ouvert local;
- Informer les participants de la mise en œuvre du Plan par le gouvernement.,

# EXEMPLE D'IMPLÉMENTATION DU PROGRAMME AU NIVEAU RÉGIONAL

L'expérience Beni Mellal-  
Khénifra



Région Beni Mellal Khénifra

La région de Beni Mellal-Khenifra est la deuxième région nationale à déposer son dossier de candidature pour rejoindre le réseau international OGP.

Une considération et une reconnaissance des efforts déployés dans **le domaine de la démocratie citoyenne entrepris par le conseil de la région.**

Ce protocole de coopération vient ainsi consacrer la volonté de la Région de Beni Mellal-Khenifra de s'inscrire pleinement dans le programme local du chantier du Gouvernement Ouvert au Maroc, qui vise l'instauration des principes de bonne gouvernance, de démocratie participative et de transparence dans les collectivités locales, l'amélioration de l'efficacité et de l'impact des programmes de développement, à travers l'adoption **d'une approche inclusive favorisant la participation citoyenne**, et également à offrir des opportunités de partage d'expertises et d'expériences avec les différents membres du programme OGP local.

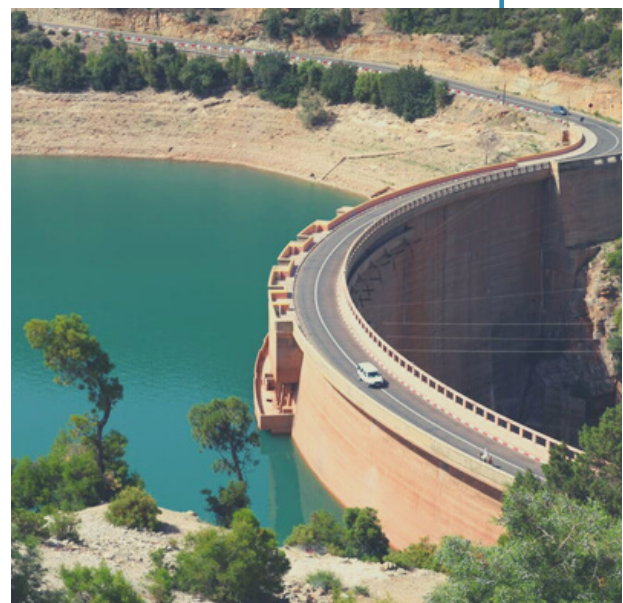
## Plusieurs engagements fondamentaux

(Exp: développer un mécanisme  
de pétitions, s'inscrire sur  
Chikaya.ma...)

+

## 4 engagements avancés

( Exp: le budget citoyen et le  
laboratoire d'innovation public)



# LE GLOSSAIRE DE L'OUVERTURE

## DONNÉES OUVERTES

- Données ouvertes : fait référence à des « données qu'un organisme met à la disposition de tous sous forme de fichiers numériques afin de permettre leur réutilisation » Dickner et al. 2017.

## REDEVABILITÉ

- Redevabilité: il s'agit d'instaurer des mécanismes appropriés permettant aux populations affectées de mesurer le caractère adéquat des interventions, et de répondre à leurs préoccupations et leurs réclamations, ce qui implique trois déterminants: écouter, informer et être responsable.

## TRANSPARENCE

- Transparence : signifie que nous savons comment et pourquoi les décisions ont été prises. Cela peut être une décision du parlement, de l'administration du gouvernement ou des tribunaux. Pour cela, nous avons besoin d'informations gouvernementales, en particulier dans les domaines des ressources naturelles, du droit, de l'environnement, de l'économie et du système éducatif.



## GOVERNEMENT OUVERT

- «Le gouvernement ouvert, ou démocratie ouverte (en anglais open government), est une doctrine de gouvernance qui vise à améliorer l'efficacité et la responsabilité des modes de gouvernance publique. Elle établit que les citoyens ont le droit d'accéder aux documents et aux procédures de leurs gouvernements» O'Reilly Media, 2010, 432 p.

## CITOYENNETÉ NUMÉRIQUE

- Dans « démocratie Internet » (2010), le numérique constitue un espace d'expérimentation démocratique pour des individus émancipés des nombreuses contraintes matérielles inhérentes à la prise de parole en public et sans attendre l'autorisation des autorités et des gatekeepers traditionnels (politiques, journalistes...)

---

CONTACT & INFOS:  
[CONTACT@IDEV.MA](mailto:CONTACT@IDEV.MA)



[WWW.IDEV.MA](http://WWW.IDEV.MA)



[WWW.FACEBOOK.COM/PARTICIPATION.MA](http://WWW.FACEBOOK.COM/PARTICIPATION.MA)

